

ARCELORMITTAL NATIONALISATION



La France ne doit pas tourner le dos à son industrie et doit tout faire pour maintenir l'activité et les emplois de Florange. L'accord Mittal-gouvernement du 1^{er} décembre ne peut en aucun cas être un point final au dossier de Florange ni à celui de l'ensemble de la filière sidérurgique française. Défendre l'industrie, c'est défendre notre avenir social et écologique.

On connaît dorénavant le scénario du gouvernement, qui a déçu et mis en colère les 650 salariés, les syndicalistes - « L'accord est une coquille vide et Florange n'est pas sauvé. » - et les élus locaux car il peut vite tourner au mauvais film.

Comment faire confiance aux engagements de Mittal, alors que les deux hauts fourneaux restent à l'arrêt ? Un seul est susceptible de redémarrer à moyen terme et le projet Ulcos de captation de CO₂ est pour le moins mis de côté !

Comment croire à des investissements de Mittal de 180 millions d'euros en 5 ans quand le financier ferme depuis des années ses entreprises en Europe et continue de jouer les sites français et belges les uns contre les autres, avec par exemple le transfert, prévu dans l'accord, de l'activité d'ArcelorMittal de Basse-Indre vers Florange ? Pas de plan social mais des effectifs en baisse ! De plus, cette somme, bien insuffisante au vu de l'enjeu industriel, est principalement dédiée à la maintenance (53 millions d'euros seulement d'investissements stratégiques) !

C'est de la part du gouvernement un renoncement à l'ambition d'une relance durable du site et une capitulation devant le pouvoir financier du PDG indien. Les salariés ne doivent pas être à nouveau abandonnés aux griffes de Mittal. **Le PCF avait pourtant avancé des solutions (voir au verso).**

Le PCF demande la mise en place immédiate d'un comité national pluraliste associant syndicats, élus locaux, parlementaires, État, industriels et banques pour continuer dans la transparence à construire les solutions industrielles d'avenir inexistantes après cet accord.

Le gouvernement s'est refusé à nationaliser un secteur industriel stratégique. La solution annoncée n'est pas à la hauteur. **La seule garantie qu'aurait dû obtenir le Premier ministre était de prendre la main avec une majorité de blocage au sein du conseil d'administration sur la base d'investissements publics, garantissant l'avenir de Florange.**

« Nous avons [donc] besoin d'une industrie sidérurgique forte avec une vision durable de la filière » or « si on laisse faire Mittal - qui pille tout ce qu'il peut piller, se sert des dividendes confortables, endette le groupe et à un moment donné va partir - il n'y aura plus d'industrie sidérurgique européenne dans quelques années. »



**PIERRE
LAURENT**

Secrétaire
national

Laurence Parisot, la patronne du Medef, s'est insurgée contre la possibilité d'une nationalisation du site de Florange en Moselle. Pour elle, une telle intervention de l'État « est tout simplement et purement scandaleuse ».

Mais où était la patronne des patrons quand Mittal s'est livré à un dépeçage en règle de la sidérurgie française ? Aux abonnés absents ! Qu'importe pour Mme Parisot si l'indépendance de la France en fourniture d'acier est menacée. Seuls comptent son portefeuille et celui de ses amis.

Le gouvernement, d'une manière générale, serait bien avisé d'écouter plus les salariés que le Medef !



Lettre ouverte à Monsieur le président de la République sur Florange et la sidérurgie - 19 novembre 2012

Le PCF propose des solutions

Lire l'intégralité de la lettre sur
<http://www.pcf.fr/31519>



Pierre Laurent
secrétaire national, sénateur

La sidérurgie lorraine et, avec elle, toute la filière française de l'acier risquent de subir, le 30 novembre, un nouveau mauvais coup.

Comme vous le savez, c'est à cette date que prend fin le délai de deux mois que M. Lakshmi Mittal, président du groupe d'ArcelorMittal, vous a concédé, pour que soit trouvé un repreneur des deux hauts fourneaux de la « filière chaude ».

Le PDG d'ArcelorMittal sait parfaitement que couper la « filière chaude » de Florange de la « filière froide » la condamnerait.

**des centaines de familles
et des bassins d'emploi
sinistrés**

M. Mittal se soucie comme d'une guigne de la sidérurgie française et européenne à la consolidation desquelles, pourtant, il s'était engagé à contribuer en 2006 lorsqu'il s'appropriä les actifs d'Arcelor.

Sa réponse consiste, dans la précipitation, à fermer des sites, comme récemment à Liège, en Belgique, d'où il n'a pas hésité à transférer 37 milliards de dollars vers le Luxembourg par « optimisation fiscale ». **Il multiplie les cessions d'actifs pour ne garder que les plus rentables, au mépris de toute cohérence industrielle et en laissant, à chaque fois, sur le carreau des centaines de familles et des bassins d'emplois sinistrés.**

Si tout cela coûte très cher aux Français, le rendement pour la famille Mittal est considérable. **On ne peut pas, on ne doit pas laisser ce financier cynique dépecer nos atouts nationaux !**

Votre ministre, Arnaud Montebourg, s'est fait remettre un rapport commandé à Pascal Faure sur « la filière acier en France et l'avenir du site de Florange ». Il y est souligné combien les hauts fourneaux, l'usine d'agglomération et la cokerie d'ArcelorMittal à Florange s'insèrent de façon cohérente, avantageuse et efficace dans le « cluster

lorrain » de ce groupe.

Méconnaître une telle préconisation et se contenter d'attendre conduiraient inéluctablement à une mise en cause de la « filière chaude » de Florange.

Monsieur le président, je vous demande solennellement la tenue d'une réunion nationale, avant le 30 novembre, de tous les acteurs impliqués : M. Mittal, bien sûr, les syndicats du site et du groupe, et l'État.

Il s'agirait, premièrement, de dégager un prêt à très bas taux d'intérêt pour les 600 millions d'euros d'investissements urgents nécessaires. Deuxièmement, en attendant l'entrée en phase opérationnelle de la Banque publique d'investissement, ne pourrait-on pas constituer une structure à capitaux mixtes de prise de contrôle des actifs sidérurgiques mosellans d'ArcelorMittal, avec des participations possibles de la Région. **On progresserait ainsi dans le sens de l'« option nationale ».**

Il s'agirait d'obtenir l'engagement de la famille Mittal de continuer l'activité de Florange dans sa globalité au-delà du 1^{er} décembre. En cas de refus, ne faudrait-il pas la mettre en demeure de rembourser toutes les aides publiques accordées depuis 2006 ?

**Je vous demande solennellement
la tenue d'une réunion nationale
de tous les acteurs impliqués**

En agissant ainsi pour le redressement productif de la Lorraine et du pays, on contribuerait aussi à celui de l'Europe qui laisse s'entre-déchirer ses productions nationales en les mettant en rivalité sous prétexte de « concurrence libre et non faussée », au lieu d'organiser les coopérations permettant, chacun chez soi et tous ensemble, de les développer au sein d'une union solidaire, avec **la tenue d'une conférence sidérurgique pour une négociation sur le redressement industriel de l'Union européenne.**

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF



NOM PRÉNOM

ADRESSE

EMAIL TEL